

---

---

# Commission des biens culturels du Québec

**Rapport  
annuel  
1999-2000**

Le contenu de cette publication a été rédigé par la  
Commission des biens culturels du Québec

Cette édition a été produite par  
Les Publications du Québec  
1500 D, rue Jean-Talon Nord  
Québec (Québec)  
GIN 2N5

Dépôt légal — 2000  
Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada  
ISBN 2-551-19355-9  
ISSN 0712-4600

© Gouvernement du Québec — 2000

Tous droits réservés pour tous pays.  
La reproduction, par quelque procédé que ce soit  
et la traduction même partielles sont interdites  
sans l'autorisation des Publications du Québec.

Monsieur Jean-Pierre Charbonneau  
Président de l'Assemblée nationale  
Hôtel du Parlement  
Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport d'activités de la Commission des biens culturels du Québec pour l'exercice financier qui s'est achevé le 31 mars 2000.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

La ministre de la Culture et des Communications,

Agnès Maltais

Québec, juin 2000



Madame Agnès Maltais  
Ministre de la Culture et des Communications  
Gouvernement du Québec  
Québec

Madame la Ministre,

Conformément à l'article 7.11 de la *Loi sur les biens culturels*, j'ai l'honneur de vous transmettre le rapport annuel de l'exercice financier 1999-2000 concernant les activités de la Commission des biens culturels du Québec.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma plus haute considération.

Le président par intérim,

Marcel Masse

Québec, juin 2000



## Table des matières

<b>Période couverte par le rapport</b>	<b>9</b>
<b>Membres de la Commission des biens culturels du Québec au 31 mars 2000</b>	<b>11</b>
<b>Mandat de la Commission des biens culturels du Québec</b>	<b>13</b>
<b>Organigramme de la Commission des biens culturels du Québec</b>	<b>15</b>
<b>Liste du personnel de la Commission des biens culturels du Québec</b>	<b>17</b>
<b>Crédits alloués à la Commission des biens culturels du Québec</b>	<b>17</b>
<b>Réunions de la Commission des biens culturels du Québec</b>	<b>17</b>

<b>Chapitre I</b>	
<b>Rapport du président</b>	<b>19</b>

<b>Chapitre II</b>	
<b>Bilan du rôle aviseur</b>	<b>25</b>
1. Attribution d'un statut juridique	25
2. Transport hors Québec	26
3. Protocoles d'entente	26
4. Restauration de biens mobiliers	27
5. Demandes de permis et de contribution ou subvention	27
6. Demandes concernant les archives	29

<b>Chapitre III</b>	
<b>Bilan du rôle de conseiller</b>	<b>31</b>
A) Officialisation des toponymes des biens immobiliers classés et reconnus biens culturels	31
B) Analyse du corpus des biens classés et reconnus	31
C) Gestion des arrondissements historiques	33
D) Patrimoine et réglementation du bâtiment	35
E) Patrimoine religieux	35
F) Bulletin <i>Patrimoine</i>	35
G) <i>Chemins de la mémoire</i> , Tome III	36

<b>Chapitre IV</b>	
<b>Bilan du rôle d'auditeur</b>	<b>37</b>
1. Les auditions	37
2. Les tournées régionales	37
3. Les colloques et les congrès	37

<b>Chapitre V</b>	
<b>Exemption de gain en capital pour l'aliénation de biens culturels</b>	<b>39</b>

<b>Annexes</b>	<b>41</b>
----------------	-----------

<b>Index des biens</b>	<b>45</b>
------------------------	-----------

<b>Index des noms de lieu</b>	<b>47</b>
-------------------------------	-----------



### **Période couverte par le rapport**

Le présent rapport de la Commission des biens culturels du Québec, le vingt-huitième depuis sa création en 1972, concerne l'année qui commence le 1<sup>er</sup> avril 1999 et se termine le 31 mars 2000.



**Membres de la Commission  
des biens culturels du Québec  
au 31 mars 2000**

Monsieur Marcel Masse, sous-ministre adjoint,  
président par intérim

Madame Louise Brunelle-Lavoie, historienne,  
vice-présidente

Monsieur Roland Désaulniers, comptable

Monsieur Claude Dubé, architecte et urbaniste

Monsieur Mehdi Ghafouri, architecte

Madame Christiane Huot, archiviste

Monsieur Philippe Lapointe, éducateur

Madame Moira T. McCaffrey, archéologue

Monsieur Jean Simard, ethnologue et historien  
de l'art



## Mandat de la Commission des biens culturels du Québec

La Commission des biens culturels du Québec est un organisme consultatif auprès de la ministre de la Culture et des Communications. Sans pouvoir décisionnel, elle donne des avis, conseille et écoute.

Inspirés d'une vision du patrimoine qui tient compte de l'environnement économique, social et culturel, les avis de la Commission portent sur des questions précises prévues par la *Loi sur les biens culturels* et la *Loi sur les archives* ainsi que sur toute question que la ministre soumet à son attention. La Commission fournit notamment des avis pour la reconnaissance et le classement d'un bien culturel, la délimitation d'une aire de protection, la création d'un arrondissement historique, la gestion des archives et l'émission de permis de recherche archéologique.

La Commission a également un rôle de conseillère. Elle peut en effet faire à la ministre des recommandations sur toute question relative à la conservation des biens culturels visés par la *Loi sur les biens culturels*, et à la gestion des archives publiques et privées visées par la *Loi sur les archives*.

Enfin, la Commission a également un rôle d'auditeur. Elle peut recevoir et entendre des requêtes et des suggestions de la part d'individus et de groupes sur toute question visée par la loi. Après avoir prêté une oreille attentive aux divers milieux et intervenants concernés par ces questions, la Commission transmet l'information pertinente à la ministre et lui fait des recommandations qui tiennent compte de la perception des intervenants.

Il y a une exception à ces rôles consultatifs. Depuis l'instauration de la mesure *Exemption de gain en capital pour don ou vente de biens culturels*, la Commission des biens culturels du Québec a le mandat d'émettre les attestations pour l'aliénation de biens culturels en faveur d'un centre d'archives agréé ou d'une institution muséale accréditée.

Pour remplir sa mission, la Commission des biens culturels du Québec bénéficie de la formation, de l'expérience et de la provenance de ses membres. Elle est en effet formée de 12 membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Trois postes sont actuellement vacants. Le président et la vice-présidente exercent leurs fonctions à temps plein. Les autres commissaires participent aux réunions mensuelles et aux travaux des différents comités. Par sa composition, la Commission tend à refléter les opinions et les expériences les plus diverses de

la société québécoise à l'égard du patrimoine. Elle cherche également à inclure les préoccupations des citoyens de toutes les régions. La Commission rédige des procès-verbaux de ses réunions mensuelles et publie annuellement un rapport de ses activités. Elle a également le pouvoir de rendre publics ses avis et ses recommandations.

La Commission peut aussi, selon les besoins, faire appel à des comités formés de spécialistes dans l'une ou l'autre des disciplines liées à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine. Certains comités sont statutaires; d'autres peuvent être créés au besoin pour l'étude d'un dossier particulier afin de mieux conseiller la ministre dans ses décisions.

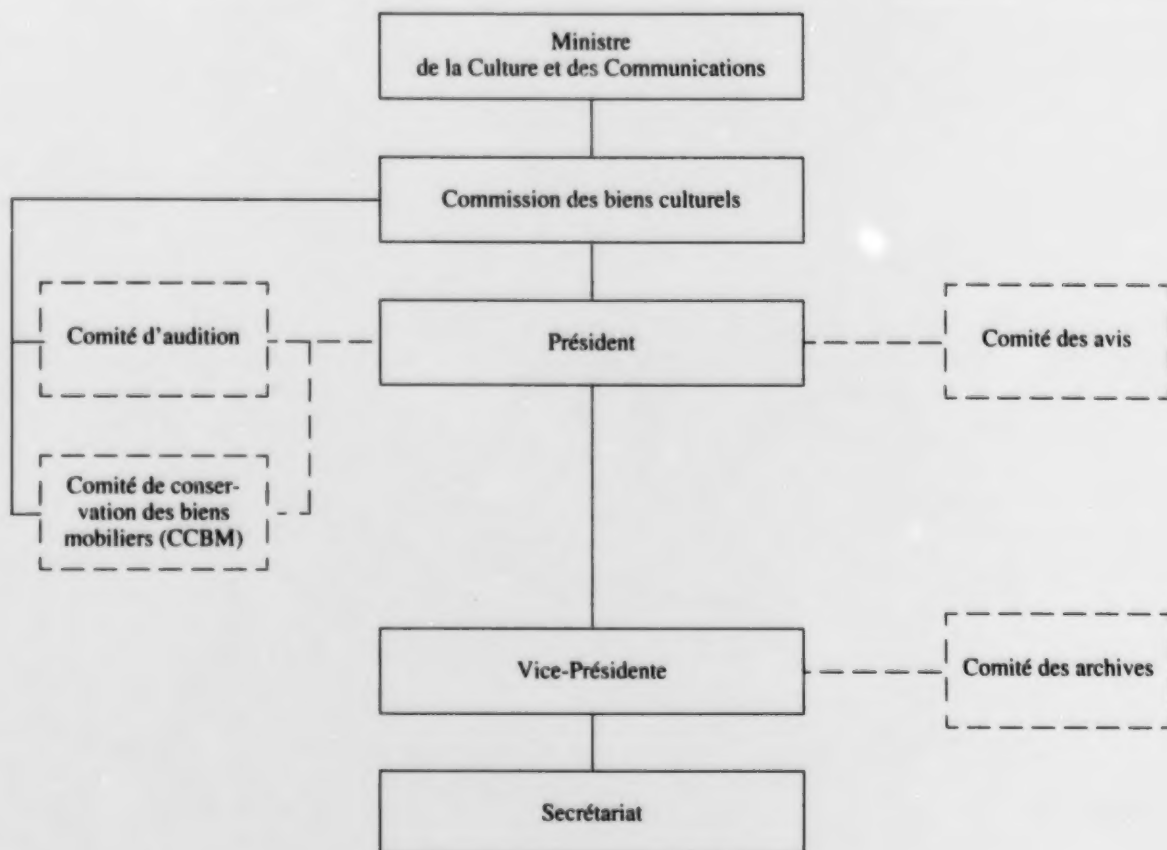
Toute personne qui voudrait présenter une requête, une suggestion ou faire une observation sur un bien culturel ou sur une question visée par la loi peut s'adresser à la Commission.

Plus précisément, tous les groupes et individus qui désirent s'exprimer sur un avis de classement ou une proposition d'arrondissement historique peuvent s'adresser à la :

Commission des biens culturels du Québec  
Ministère de la Culture et des Communications  
225, Grande-Allée Est  
Bloc A – Rez-de-chaussée  
Québec (Québec)  
G1R 5G5  
Tél. : (418) 643-8378  
Téléc. : (418) 643-8591  
Courriel :  
commission.biens.culturels@mccq.gouv.qc.ca



## Organigramme de la Commission des biens culturels du Québec





## Liste du personnel de la Commission des biens culturels du Québec

Monsieur Marcel Masse, **président par intérim**

Madame Francine Labrecque, secrétaire du président

Madame Louise Brunelle-Lavoie, **vice-présidente**

Madame Micheline Lafrance, secrétaire de la vice-présidente

## Crédits alloués à la Commission des biens culturels du Québec

Les crédits alloués à la Commission des biens culturels du Québec, pour l'exercice financier 1999-2000, s'élèvent à 435 400 \$.

### Le détail des crédits pour 1999-2000 s'établit comme suit :

Programme 03 — Organismes-conseils et sociétés d'État

Élément 01 — Commission des biens culturels du Québec

## Réunions de la Commission des biens culturels du Québec

En 1999-2000, la Commission des biens culturels du Québec a tenu 11 réunions plénières. Ces réunions ont eu lieu aux dates et aux endroits suivants :

Le 1 <sup>er</sup> avril 1999	Québec
Le 7 mai 1999	Montréal
Le 9 juin 1999	Québec
Le 6 juillet 1999	Conférence téléphonique
Le 31 août 1999	Trois-Rivières
Le 1 <sup>er</sup> septembre 1999	Trois-Rivières
Le 8 octobre 1999	Montréal
Le 30 novembre 1999	Québec
Le 1 <sup>er</sup> décembre 1999	Québec
Le 17 janvier 2000	Montréal
Le 29 février 2000	Québec

<b>Fonctionnement—personnel</b>	<b>224 100 \$</b>
01 Traitement	224 100 \$
02 Autres rémunérations	0 \$
<b>Fonctionnement—autres dépenses</b>	<b>211 300 \$</b>
03 Transports et communications	48 100 \$
04 Services	75 210 \$
05 Entretien et réparation	0 \$
06 Loyer	
a) SIQ	64 800 \$
b) autres loyers	0 \$
07 Fournitures et approvisionnement	23 190 \$
08 Matériel et équipement	0 \$
<b>Capital—autres dépenses</b>	<b>0 \$</b>
08 Capital	0 \$
<b>Total de l'élément 01 du programme 03</b>	<b>435 400 \$</b>



## Chapitre I

### Rapport du président

Dans un monde qui se transforme rapidement, qui fait appel de plus en plus à l'immédiat et à l'instantané, les biens culturels sont des jalons, des assises; ils parlent de durée, de continuité. Ils sont des points de repère d'un passé dans le présent et ils proposent d'être des relais pour l'avenir. Devant l'assaut du temps présent, ils maintiennent l'instinct du long terme.

Le legs d'une génération à l'autre d'un document d'archives, d'un artefact archéologique, d'une œuvre d'art, d'une collection ethnologique, d'un monument ou site historique, ou encore d'un paysage culturel touche la société dans son ensemble. C'est un acquis collectif à partager avec le plus grand nombre et à protéger comme un trésor national. Par ses qualifications, le bien culturel est le pivot de notre société; il doit être objet de fierté.

### LE CORPUS DES BIENS CLASSÉS ET RECONNUS

Profondément convaincue que le corpus des biens classés et reconnus par l'État se doit d'inclure l'ensemble des lieux importants de notre mémoire collective, la Commission des biens culturels a, au cours de l'année 1999-2000, analysé ce corpus sous l'angle de sa représentativité. Elle a voulu vérifier s'il reflétait l'histoire et l'évolution du Québec dans toutes ses manifestations, si les temps et lieux de notre histoire y étaient bien représentés en ce qui a trait à leur quantité, à leur qualité et à leur localisation.

La Commission a constaté que le Registre des biens culturels classés et reconnus regroupés par fonction révèle de sérieux déséquilibres. Certains types de biens sont très représentés (bâtiments à fonction résidentielle), tandis que d'autres formes du patrimoine sont à peu près absentes (la fonction militaire, agricole ou industrielle, par exemple).

### Un besoin : planifier

Dans une certaine mesure, les déséquilibres actuels s'expliquent par une démarche réactive inscrite dans le contexte qui a vu naître la loi de création de la Commission des monuments historiques en 1922. L'histoire des mesures de protection procède d'un réflexe de conservation provoqué par la crainte de pertes irréparables. La plupart des statuts attribués ces dernières années sont encore trop souvent le fruit d'une réaction face à une urgence plutôt que d'un programme structuré.

La détermination d'un besoin de planification remonte pourtant à plusieurs années. En 1979, dans le *Rapport concernant la disparition de certains biens culturels*, les commissaires-enquêteurs regrettaient que « le ministère des Affaires culturelles, ballotté au gré des circonstances et des urgences, assiste à l'éclatement de ses orientations traditionnelles, procède à des interventions non planifiées et soit trop souvent forcé d'agir en l'absence de normes et de critères [...] pour sauver *quelque chose que quelqu'un* considère valable » (page 272). En 1992, un rapport de la Direction du patrimoine avait proposé de mettre en place un cadre de planification stratégique basé sur des objectifs de « rattrapage » géographique et thématique s'appuyant sur un programme approprié d'études et d'inventaires. Les rapports annuels de la Commission des biens culturels reviennent également sur le sujet régulièrement depuis presque 20 ans.

### Un préalable : l'inventaire

On ne saurait cependant planifier ce qu'on ne connaît pas. L'inventaire se présente donc comme un préalable indispensable. Dans un document publié en 1998, *Pour une politique de la commémoration au Québec : bilans et pistes de discussion*, la Commission rappelait la nécessité de définir un plan-cadre de l'histoire nationale et de procéder à un inventaire national des lieux de mémoire.

La Commission se permet toutefois d'insister : l'inventaire est nécessaire, pour ne pas dire essentiel. Pour faire un choix judicieux des éléments qui ont une valeur exceptionnelle et méritent d'appartenir à une collection nationale, encore faut-il d'abord connaître ces traces laissées par notre histoire.

Pourquoi alors ne pas associer les communautés locales à un pré-inventaire du patrimoine de leur région? Sociétés d'histoire et de généalogie, associations pour la protection du patrimoine, musées et sites d'interprétation, centres d'archives, etc., sont des partenaires naturels dans cette identification de lieux porteurs d'un message culturel. Ce repérage apporterait un premier niveau de connaissances. Il favoriserait également une appropriation des biens identifiés par leur milieu immédiat.

Pour renverser la vapeur et mettre fin à l'idée que seul le patrimoine menacé est digne d'être reconnu ou classé, il faut encourager le public, les groupes intéressés à la sauvegarde du patrimoine et

les spécialistes à proposer les biens qu'ils jugent dignes de figurer dans un répertoire national. Chaque proposition formulée ferait alors l'objet d'une évaluation en fonction de thèmes et de critères clairement définis, puis on procéderait officiellement à l'inscription. Parce qu'elle serait une forme d'appropriation publique, l'*inscription au répertoire* conférerait au bien une valeur symbolique ajoutée. Elle serait assortie d'une obligation de *publicité* et d'une *diffusion d'information*. C'est par la connaissance publique que ces biens seraient d'abord protégés.

### Plusieurs formes de mise en valeur

Au terme de l'analyse du corpus actuel des biens culturels classés ou reconnus, la Commission considère que l'attribution d'un statut de classement ou de reconnaissance conserve toute sa pertinence. Ces mesures identifient et protègent les biens particulièrement représentatifs de l'histoire et de la culture québécoises.

La reconnaissance oblige le propriétaire à faire connaître son intention de vendre ou de modifier son bien et elle accorde au ministre un droit de préemption en cas d'aliénation du bien. Le classement garantit pour sa part au ministre un droit de regard sur toute intervention sur le bien, ainsi qu'un droit de préemption en cas d'aliénation.

D'autres moyens complémentaires de valorisation du patrimoine existent cependant et pourraient être utilisés plus et mieux, dans le contexte d'une planification concertée. Dans les années qui ont suivi sa création, la Commission des monuments historiques a investi beaucoup d'énergie dans la commémoration de l'histoire en recensant les monuments existants et en signalant des événements, des lieux ou des personnages par des plaques historiques ou des manifestations ponctuelles. On aurait avantage à reprendre ou à repenser la formule ou encore à l'associer à un réseau d'institutions patrimoniales consacrées à des thèmes ou à des personnages marquants de notre histoire.

### L'amorce d'une démarche

Dans un esprit de continuité et de renouveau, tout à la fois, la Commission a voulu donner immédiatement des suites concrètes au travail du comité sur l'analyse du corpus des biens classés et reconnus. Elle a décidé de poursuivre la démarche et de relever un certain nombre de biens de la plus grande valeur patrimoniale et naturelle. La Commission entend donc présenter au cours de l'année 2000 une première liste de biens dont la valeur symbolique est telle qu'ils devraient faire l'objet d'une identification sous forme de classement ou d'une mise en

valeur par une commémoration appropriée.

## LA GESTION DES ARRONDISSEMENTS HISTORIQUES

Le Québec compte 12 arrondissements historiques ou naturels. Ils ont été créés il y a 20 ans ou plus, dans les années 60 et 70. La Commission des biens culturels a jugé opportun de dresser en 1999-2000 un bilan rétrospectif de la gestion des arrondissements historiques et, au besoin, de voir comment le cadre et les mécanismes de gestion pourraient être mis à jour.

La Commission a voulu associer à cette démarche les principaux intéressés, en l'occurrence les directions régionales du ministère de la Culture et des Communications et les municipalités dont le territoire englobe un arrondissement. À cette fin, deux sessions de travail ont été organisées : la première avec les cadres et les professionnels des directions régionales du Ministère et la seconde, avec, en plus, les représentants des municipalités concernées.

La *Loi sur les biens culturels* définit l'arrondissement historique comme « un territoire, une municipalité ou une partie d'une municipalité désignés comme tel par le gouvernement en raison de la concentration de monuments ou de sites historiques qu'on y trouve ». Quant à l'arrondissement naturel, il est « un territoire, une municipalité ou une partie de municipalité désignés comme tel par le gouvernement en raison de l'intérêt esthétique, légendaire ou pittoresque que présente son harmonie naturelle ».

Chaque arrondissement a donc des traits spécifiques reflétant les valeurs dont il est porteur. À la fois territoire et concentration de monuments historiques, l'arrondissement doit être géré de telle sorte que ses attributs caractéristiques soient préservés. Si l'on perd de vue les motifs de désignation de l'arrondissement, on en vient à considérer comme acceptables des transformations qui altèrent profondément son caractère.

Ainsi, plusieurs des arrondissements englobent de vastes espaces non bâtis. Pour les uns, il s'agit en grande partie d'espaces à combler, c'est le cas du Vieux-Montréal, par exemple. Pour d'autres, au contraire, comme l'île d'Orléans et Sillery, les espaces ouverts sont au nombre des attributs historiques à préserver. On ne saurait donc adopter une attitude commune à l'égard des projets de construction présentés dans l'un ou l'autre des cas. Il faut à la fois un cadre commun et des modalités d'application spécifiques.

## **Un bilan**

Le bilan dressé par les groupes de travail sur la gestion des arrondissements historiques fait état d'une gestion « au quotidien », dans un isolement relatif d'une région à l'autre, sans cadre de référence. Il souligne que le défi que pose la création d'un tel cadre est de formuler des paramètres uniformes pour tous les arrondissements, tout en favorisant la préservation et la mise en valeur des attributs qui donnent à chacun son caractère unique et exceptionnel.

L'état de la situation qui a été réalisé fait également ressortir les conséquences de la réévaluation du rôle de l'État et des restrictions budgétaires imposées sur la gestion des arrondissements. La diminution des subventions prive les gestionnaires de moyens pour stimuler les interventions et guider le changement. La contrainte et la récompense doivent faire place à la persuasion et à la négociation.

Cette évolution conduit les municipalités à jouer un rôle accru dans la gestion des arrondissements. Les villes sensibles à la préservation de l'arrondissement sont des partenaires précieux pour le ministère de la Culture et des Communications. Le niveau de sensibilité varie toutefois selon les villes, comme d'ailleurs les moyens dont elles disposent. Dès lors, le degré de complémentarité qui peut s'établir entre elles et le Ministère est inégal, obligeant celui-ci à compenser les déficiences du partenariat en conservant davantage de responsabilités. Cela peut conduire parfois à des interventions qui touchent plus l'urbanisme que la préservation du patrimoine.

Il faut donc poursuivre la sensibilisation des élus et des citoyens, mais les outils pour ce faire sont actuellement insuffisants. Il faudrait multiplier des initiatives comme celles de la Ville de Québec et d'Héritage Montréal, qui ont publié des guides techniques pour la restauration. La préservation du patrimoine bâti repose sur des connaissances particulières touchant la manière de bâtir d'une époque à l'autre et les facteurs qui l'ont influencée. Les autres composantes patrimoniales doivent aussi faire l'objet de recherches. Un partage des connaissances est une condition essentielle pour assurer la cohérence des interventions.

La gestion des arrondissements pose le défi de la gestion du changement. Elle est confrontée à l'obsolescence des fonctions, particulièrement celles que les progrès de la technologie rendent désuètes. Or, l'abandon des usages peut mettre en péril l'intégrité des bâtiments ou les bâtiments eux-mêmes. Il n'est pas facile, en effet, de trouver un usage de remplacement avec un minimum d'effets sur le

bâtiment ou sur l'ensemble patrimonial dans lequel il s'installe. D'autre part, les mécanismes de protection existants ont été conçus pour préserver les bâtiments. Ne couvrant pas les usages pour lesquels ces bâtiments ont été construits, ils ne protègent donc pas ceux de ces usages qui ont une valeur patrimoniale significative du fait qu'ils témoignent de technologies en voie de disparition.

## **La nécessité d'un cadre de gestion**

Le cadre de gestion des arrondissements devrait constituer à la fois un cadre de référence de base commun à tous les arrondissements et, dans une optique de réponse à la problématique du changement, un instrument de gestion spécifique sur lequel la préservation et la mise en valeur des attributs propres à chaque arrondissement pourront s'appuyer.

Il faudrait y retrouver la philosophie du Québec en matière de préservation et de mise en valeur du patrimoine, plus particulièrement pour ce qui touche les territoires et les ensembles : parties intégrantes de la ville ou quartiers musées ? Il faudrait aussi que ce cadre comprenne les principes d'intervention auxquels doivent adhérer l'ensemble des acteurs qui gèrent un arrondissement. Les chartes internationales de conservation des monuments et des ensembles historiques les plus récentes devraient guider le choix de ces principes, en combinaison avec les chartes et les déclarations élaborées au Québec en réponse aux particularités de sa géographie, de son climat et de son histoire.

La partie propre à chaque arrondissement comprendrait l'exposé des motifs et des objectifs du gouvernement à la création de l'arrondissement et, le cas échéant, lorsqu'il en a modifié le périmètre, le caractère et les valeurs fondamentales à préserver et à illustrer dans l'arrondissement. Il faudrait également qu'elle contienne un plan de gestion du changement axé sur la préservation et la mise en valeur du patrimoine de l'arrondissement. Ce plan devrait notamment prévoir les ressources nécessaires, le partage des tâches et des responsabilités entre les partenaires, les étapes de mise en œuvre.

## **Le rôle du ministère de la Culture et des Communications**

Le repositionnement du rôle du Ministère passe par le renforcement du réseau des arrondissements, dont l'un des instruments essentiels serait le cadre de référence avec son tronc commun et son volet spécifique pour chaque arrondissement. Il se manifeste aussi à l'interne par la composition de l'effectif du Ministère, le perfectionnement continu des professionnels et le développement de la relève.

Le repositionnement du Ministère passe aussi par le développement du partenariat. Le Ministère doit préciser ses attentes à l'endroit de ses principaux partenaires. Une partie de ces attentes touche la cohérence et l'harmonisation des interventions gouvernementales dans les arrondissements.

Les autres attentes sont liées à la consolidation du partenariat entre le Ministère et les municipalités. Les ententes déjà conclues avec plusieurs d'entre elles sont le fruit de la concertation. Le cadre de référence devrait faciliter et favoriser l'établissement de telles ententes, surtout si le volet propre à chaque arrondissement était développé lui aussi de façon concertée. L'harmonisation de la réglementation d'urbanisme et des normes de protection du patrimoine dans les arrondissements historiques devrait faire partie des consultations entre le Ministère et les municipalités concernées, de même que l'utilisation concertée d'instruments de gestion du territoire plus raffinés, comme les plans particuliers d'urbanisme (PPU), les plans d'aménagement d'ensemble (PAE) et les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA).

### **Une formation revue, élargie et étendue**

En matière de patrimoine, les connaissances doivent être approfondies et entretenues en permanence pour soutenir la capacité d'expertise du personnel. Cette capacité est elle-même garante du succès des propositions relatives au cadre de référence et au rôle du ministère de la Culture et des Communications.

Ce perfectionnement devrait être accessible non seulement aux gestionnaires du Ministère, mais aussi à ses partenaires et aux autres ministères et agences qui interviennent dans un arrondissement. La stratégie de formation devrait comporter deux grands volets : le premier, axé sur le développement de la connaissance et la préservation des savoirs et le second, sur la transmission des connaissances et le maintien de la compétence.

### **PATRIMOINE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT**

Si la gestion des arrondissements historiques est apparue comme un dossier important au cours de la dernière année, l'application du Code du bâtiment en milieu patrimonial est une préoccupation majeure de la Commission des biens culturels depuis longtemps. La « mise aux normes » de bâtiments anciens est en effet trop souvent l'occasion de faire disparaître des éléments patrimoniaux intéressants.

Il faut rappeler qu'un appareil considérable de lois, de règlements et d'autorités compétentes enca-

dre le bâtiment et l'industrie de la construction au Québec. L'objectif premier des codes de bâtiment et de prévention des incendies est d'assurer la sécurité des personnes. D'autre part, les principes animant les chartes de conservation du patrimoine sont de préserver la mémoire inscrite dans les systèmes constructifs et les éléments architecturaux du patrimoine immobilier. La Commission des biens culturels a donc poursuivi en 1999-2000 une réflexion en vue de concilier respect du patrimoine et sécurité des occupants.

### **Conséquences de la mise aux normes**

La mise aux normes d'édifices se fait en fonction des exigences des règlements en vigueur lors des travaux de rénovation, de modification ou d'agrandissement.

La conformité aux exigences du Code du bâtiment et du Règlement sur la sécurité dans les édifices publics peut altérer irrémédiablement les éléments constituant la valeur patrimoniale des édifices, voire en causer la perte. Les exemples abondent : escaliers de bois à encloisonner, rampe d'accès ou d'évacuation pour les personnes handicapées à construire, installations sanitaires à ajouter, garde-corps à rehausser, deuxième issue à prévoir à l'intérieur ou à l'extérieur du volume original de l'édifice, moindre degré de résistance au feu des matériaux d'origine à compenser, gicleurs à installer, etc.

Cette mise aux normes des édifices anciens s'avère plus complexe lorsqu'il y a changement d'usage. Si le bâtiment acquiert une fonction publique, des exigences supplémentaires sont en effet imposées. Si l'usage résidentiel est maintenu, la mise aux normes peut être moins importante, mais elle peut quand même faire perdre certaines caractéristiques ou entraîner des limites à l'utilisation des lieux pour les occupants.

### **Mesures de remplacement**

Les lois et règlements comportent certaines provisions permettant de compenser les exigences dans le cas des bâtiments existants. L'article 4.2 de la *Loi sur la sécurité dans les édifices publics* émet une réserve au sujet de la mise aux normes intégrale et stipule que les « édifices publics ouverts au public le 25 avril 1908 et qui exigent des frais trop considérables pour être rendus conformes aux prescriptions requises, doivent cependant l'y être autant que possible, à la satisfaction de l'inspecteur ». L'article 3 du *Règlement concernant l'application d'un code de bâtiment 1990* ainsi que l'article 6.2 du *Règlement sur la sécurité dans les édifices*

*publics* autorisent le recours à des mesures de remplacement pour assurer la sécurité des occupants et du public.

En dépit de leur existence, ces dispositions permettant le recours à des mesures de remplacement, ne semblent pas connues, sauf de quelques experts, et les façons de les réaliser et des les faire valoir le sont encore moins. Les normes de remplacement ont surtout trait à l'installation de systèmes de détection hâtive, ainsi qu'à la compartimentation coupe-feu du bâtiment et à l'installation de gicleurs.

Il faut souligner que le fardeau de la preuve des mesures de remplacement satisfaisantes incombe aux propriétaires ou à leurs mandataires professionnels, après un avis de non-conformité émis par la Régie du bâtiment ou par la municipalité, selon le cas.

Il y aurait donc avantage à ce que des équivalences soient rendues explicites dans les codes en vigueur, ou dans un document très largement distribué, à partir des expertises déjà réalisées. Ces mesures requièrent une lecture sensible et imaginative tant des codes que de la valeur patrimoniale de l'édifice pour développer des moyens de répondre aux exigences.

### **Formation et sensibilisation mutuelle**

De plus, il y a un réel besoin de formation technologique et pratique du bon usage des codes en matière patrimoniale. Les codes sont conçus pour des nouvelles constructions et la formation des architectes et des ingénieurs, ainsi que des technologues en sciences du bâtiment, est principalement axée sur la construction nouvelle. Il y a également un besoin de formation sur les principes et méthodes de conservation du patrimoine afin de développer les compétences de chaque intervenant sur l'évaluation des caractéristiques « essentielles » à la valeur patrimoniale ainsi que sur la compatibilité des nouveaux usages avec les anciens bâtiments.

Compte tenu du volume croissant de travaux de rénovation et de l'élargissement de la notion de patrimoine, ainsi que de la multiplicité des intervenants, la formation ne peut être laissée à l'initiative individuelle. L'adaptation judicieuse et respectueuse dans le cas d'édifices anciens ne s'improvise pas. Un cours adapté à la problématique particulière de la mise aux normes des édifices anciens doit être élaboré et offert par les établissements d'enseignement collégial pour les technologues en sciences du bâtiment, universitaire pour les architectes et ingénieurs, avec l'appui, si nécessaire, de la Régie du bâtiment et du ministère de la Culture et des Communications.

La Régie devrait participer à l'élaboration de cours de formation concernant la mise aux normes d'édifices patrimoniaux offerts aux nombreux intervenants. La Régie devrait aussi prendre la responsabilité de la formation continue et de la mise à jour régulière des connaissances des intervenants dans le domaine de la rénovation et de la restauration, avec la participation du ministère des Affaires municipales et du ministère de la Culture et des Communications. L'Ordre des architectes, intéressé à la question, devrait également participer à l'élaboration de sessions de formation. Si l'Ordre peut en organiser au bénéfice de ses membres, il est important de s'assurer que tous les intervenants ayant un quelconque pouvoir de vérification et d'évaluation soient rejoints.

### **Diffusion de l'information**

Les architectes travaillant dans le domaine du patrimoine font état d'un manque d'information sur les mesures de remplacement. La publication d'études de cas à partir de la documentation et des expertises de la Ville de Montréal, de la Ville de Québec et d'autres municipalités ainsi que de la Régie est nécessaire. Il en est de même pour la diffusion des exemples applicables recensés aux États-Unis, en Europe ou ailleurs au Canada. Si chaque cas ou édifice est unique et qu'il ne convient pas d'établir des normes générales à partir de solutions particulières, des lignes directrices peuvent être formulées.

L'information devrait être accessible à un plus vaste public que celui des experts ou des responsables de l'application des normes de construction. Les propriétaires d'édifices et les promoteurs gagneraient à être informés avant d'entreprendre la transformation d'un édifice ancien pour accueillir de nouveaux usages.

La réalisation d'un guide particulier pour les interventions sur les édifices patrimoniaux et la recension des données existantes au Québec et ailleurs sont donc une priorité. Ce guide pourra regrouper les principes de conservation en relation avec une mise aux normes adéquate, colliger les exemples de mesures de remplacement courantes ainsi que l'information technique sur les matériaux et systèmes constructifs anciens en relation avec leur résistance au feu et leur capacité structurale. Ce guide sera un outil pertinent pour assister les responsables de l'examen des plans, tant au point de vue de la conformité au Code du bâtiment que de la conservation du patrimoine, ainsi que pour éclairer les experts-conseils chargés de la conception et de l'exécution des plans.

Il faudra aussi élaborer des outils de formation et des moyens de diffusion d'information au sujet des manières de préserver le patrimoine tout en assurant la sécurité des occupants et d'envisager des moyens de rendre accessible la documentation existante sur la question. Cela pourrait prendre la forme de fiches d'information faciles d'utilisation ou de données disponibles sur support informatique.

### **PLANIFIER L'AVENIR**

Au cours de l'année qui s'achève, la Commission des biens culturels est aussi revenue sur un autre dossier majeur : l'avenir du patrimoine religieux. En raison de la place qu'ils occupent dans l'histoire du Québec, l'avenir des biens d'église est l'un des enjeux fondamentaux de la problématique du patrimoine. Amorcé depuis plusieurs décennies grâce à la vision de quelques pionniers, le mouvement de sensibilisation et de mobilisation à l'égard du patrimoine religieux s'est accentué au cours des dernières années. En plus d'élargir la prise de conscience à son endroit, il a conduit à en formuler la problématique. Les événements et les initiatives qui l'ont marqué sont autant de jalons vers une véritable stratégie de préservation et de mise en valeur du patrimoine religieux.

Considérant le chemin parcouru, la Commission des biens culturels a pris l'initiative d'une démarche visant à ébaucher un plan d'action et un cadre de mise en œuvre qu'elle pourrait soumettre à la ministre de la Culture et des Communications. Au moment où s'élabore une politique générale du patrimoine, la démarche sur le patrimoine religieux vise à proposer un cadre d'action pragmatique, s'appuyant sur une solide compréhension des enjeux. C'est pourquoi la Commission a demandé la collaboration de personnes particulièrement aptes à proposer des orientations, des principes et des pistes d'action en raison de leurs connaissances, de leur expérience et de leur sensibilité à l'endroit du patrimoine religieux.

Pour des raisons pratiques et en dépit d'une problématique commune à l'ensemble des biens d'église, la Commission a constitué deux comités, l'un s'intéressant au patrimoine immobilier et l'autre au patrimoine mobilier. Les deux comités ont commencé leurs travaux en février 2000 et leur rapport devrait être déposé en juin.

### **CONCLUSION : VISER L'ESSENTIEL**

Le patrimoine bâti se compare à un livre ouvert, jamais terminé et en constante révision. Il est d'abord et avant tout message. *Rapport concernant la disparition de certains biens culturels*, page 282.

Jamais terminé, en constante révision, le patrimoine dans toutes ses composantes doit d'abord être connu. Inventorié, inscrit dans un répertoire, il est déjà en partie conservé.

Évalué ensuite selon son intérêt, il pourra être reconnu comme porteur de divers messages culturels. Il acquerra ainsi une valeur pédagogique qui exigera son accessibilité et justifiera les moyens qui seront utilisés pour le conserver.

La planification d'un ensemble cohérent, représentatif de notre histoire est une responsabilité que l'État doit assumer dans la protection et la diffusion de la culture. Le bien culturel est, rappelons-le, un « trésor national ». Il favorise une évocation, une histoire, un lieu de mémoire au-delà des générations. Il rappelle les conditions de la vie sociale et économique dans sa capacité de témoigner d'une époque. Il nous interpelle sur ce que nous sommes et sur ce que nous voulons devenir.

MARCEL MASSE

## Chapitre II

### Bilan du rôle aviseur

#### 1. Attribution d'un statut juridique

Au cours de l'année 1999-2000, la Commission des biens culturels du Québec a examiné trois dossiers d'attribution d'un statut juridique.

##### « Procès-verbal du 9 juin 1999

##### **Collection de l'Anse-aux-Bouleaux Épave et collection archéologique du Elizabeth and Mary**

ATTENDU la demande d'avis présentée pour le classement de l'épave et de la collection archéologique du Elizabeth and Mary trouvées à Baie-Trinité;

ATTENDU que cette épave est celle d'un des 32 navires de la flotte de Sir William Phips partie de Boston pour attaquer Québec en 1690;

ATTENDU que cette attaque est un épisode important des guerres intercoloniales entre la Nouvelle-France et la Nouvelle-Angleterre;

ATTENDU que cet événement est un de nos « lieux de mémoire » les plus importants, mettant en présence Frontenac, représentant de Louis XIV en Amérique, et Phips, marin et aventurier de la Nouvelle-Angleterre au service de la Couronne britannique;

ATTENDU que c'est à l'occasion de cette attaque de Phips que Frontenac a lancé cette phrase demeurée célèbre : « Je n'ai point de réponse à faire à votre général que par la bouche de mes canons et à coups de fusil »;

ATTENDU que la collection archéologique retrouvée dans cette épave renferme quantité d'informations fort recherchées sur la construction navale au XVII<sup>e</sup> siècle en Amérique, sur le mode de vie de l'époque ainsi que sur l'expédition elle-même;

La Commission des biens culturels :

**99-08 RECOMMANDE À L'UNANIMITÉ LE CLASSEMENT DE L'ÉPAVE ET DE LA COLLECTION ARCHÉOLOGIQUE DU ELIZABETH AND MARY TROUVÉES À BAIE-TRINITÉ. LA COMMISSION VÉRIFIERA AUPRÈS DE SON COMITÉ D'OFFICIALIZATION DES TOPONYMES DES BIENS CLASSÉS POUR VOIR QUELLE APPELLATION SERAIT LA PLUS JUSTE**

**ET LA PLUS SUSCEPTIBLE D'ÉVOQUER L'ÉVÉNEMENT HISTORIQUE QUE CETTE ÉPAVE RAPPELLE.**

Adopté à l'unanimité. »

##### « Procès-verbal du 6 juillet 1999

##### **Collection de l'Anse-aux-Bouleaux**

Le choix du toponyme pour l'épave et la collection archéologique retrouvées à l'Anse-aux-Bouleaux a été soumis au comité d'officialisation des toponymes des biens classés. La longueur du toponyme choisi ne cause pas de véritable problème puisqu'il s'agit d'un bien mobilier et que la Commission de toponymie n'aura pas à l'officialiser.

La Commission recommande :

**99-11 QUE L'ÉPAVE ET LA COLLECTION ARCHÉOLOGIQUE RETROUVÉES À L'ANSE-AUX-BOULEAUX SOIENT CLASSÉES SOUS LE NOM DE : ÉPAVE ET COLLECTION ARCHÉOLOGIQUE DU ÉLIZABETH AND MARY, UN DES NAVIRES DE SIR WILLIAM PHIPS.**

Adopté à l'unanimité. »

##### « Procès-verbal du 30 novembre 1999

##### **Site de la E.B. Eddy Hull**

CONSIDÉRANT que le site occupé par la compagnie des produits forestiers E.B. Eddy a été un lieu de passage et de site amérindien;

CONSIDÉRANT qu'il est devenu par la suite lieu de passage des voyageurs d'origine européenne (explorateurs, marchands et portageurs du commerce des fourrures, missionnaires, militaires);

CONSIDÉRANT que c'est sur ce site que Philémon Wright, fondateur du canton de Hull, fit construire à compter de 1800 un moulin à farine, une forge, une boulangerie, une scierie, une tannerie et une sellerie, initiant une production artisanale nécessaire à l'établissement d'une colonie;

CONSIDÉRANT que E.B. Eddy a repris en 1851 certains bâtiments de Philémon Wright pour installer ses manufactures d'allumettes, de chaudières et de bois ouvré;

CONSIDÉRANT que E.B. Eddy développa le site à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par l'installation d'une usine de pâtes et papiers;

CONSIDÉRANT que le barrage en hémicycle et les trois centrales hydroélectriques possèdent une valeur architecturale et historique intéressante dans ce complexe industriel;

La Commission des biens culturels :

**99-17 RECOMMANDE LE CLASSEMENT COMME SITE HISTORIQUE DU TERRAIN COMPRIS ENTRE LE BOULEVARD TACHÉ, LA RUE EDDY ET LA RIVIÈRE OUTAOUAIS, SOIT LA PARTIE OUEST DES INSTALLATIONS E.B. EDDY (COMPLEXE TACHÉ, COMPLEXE CENTRE ET COMPLEXE HYDRO) (TEL QU'IDENTIFIÉ À LA CARTE ANNEXÉE).**

Adopté à l'unanimité. »

« Procès-verbal du 17 janvier 2000

**Vestiges de l'ancien canal de Beauharnois**

CONSIDÉRANT que l'ancien canal de Beauharnois est un des maillons du réseau de canalisation sur le Saint-Laurent;

CONSIDÉRANT que le dossier présenté traite d'une partie des vestiges existants : la partie est du canal au centre-ville de Salaberry-de-Valleyfield, l'aqueduc de la rivière Saint-Pierre et l'entrée du canal à Melocheville;

CONSIDÉRANT qu'il y aurait lieu d'ajouter à ces vestiges un mur situé sur une propriété privée à Melocheville, la partie ouest du canal au centre-ville de Salaberry-de-Valleyfield, ainsi que l'auberge de Melocheville et l'hôtel Grant liés historiquement à la construction de l'ancien canal Beauharnois;

La Commission des biens culturels :

**00-01 RECOMMANDE LA RECONNAISSANCE DES VESTIGES SUIVANTS DE L'ANCIEN CANAL DE BEAUHARNOIS : PARTIE DU LOT 395 À MELOCHEVILLE, PARTIE DU LOT 1 À SAINT-TIMOTHÉE, LOTS 1483, 1-19, 1-20, 101-2, 101-3, 101-5 À SALABERRY-DE-VALLEYFIELD.**

Dans le cadre de la démarche proactive en faveur d'une identification des biens culturels représentatifs et significatifs pour l'histoire du Québec, la Commission considère qu'il faut compléter la démarche de reconnaissance de tous les vestiges liés à l'histoire de l'ancien canal de Beauharnois. La Commission considère également qu'il y a lieu de

situer l'histoire de ce canal par rapport à celle de l'histoire du réseau de canalisation sur le Saint-Laurent. À la lumière du résultat de ces études, il sera possible de réviser le statut de reconnaissance et de voir s'il ne faudrait pas plutôt accorder un statut de classement à l'ensemble des vestiges de l'ancien canal de Beauharnois.

Adopté à l'unanimité. »

## **2. Transport hors Québec (art. 17)**

Au cours de l'année 1999-2000, la Commission des biens culturels du Québec a examiné un dossier de transport d'un bien culturel hors du Québec et donné un avis favorable.

« Procès-verbal du 7 mai 1999

**Transport hors Québec de la peinture « LA FRANCE APPORTANT LA FOI AUX HURONS DE NOUVELLE-FRANCE » de la Collection du Monastère des Ursulines de Québec ainsi que « PAREMENT D'AUTEL DE NOTRE-DAME DE LA JEUNE-LORETTE » et « RELIQUAIRE D'ARGENT » de la Collection de la Nation Huronne-Wendat, pour l'exposition « France-Québec Images et Mirages », au Musée National des arts et traditions populaires du 8 juin 1999 au 8 janvier 2000**

La Commission des biens culturels :

**99-06 RECOMMANDE à l'unanimité le transport hors Québec de la peinture « LA FRANCE APPORTANT LA FOI AUX HURONS DE NOUVELLE-FRANCE » de la Collection du Monastère des Ursulines de Québec ainsi que « PAREMENT D'AUTEL DE NOTRE-DAME DE LA JEUNE-LORETTE » et « RELIQUAIRE D'ARGENT » de la Collection de la Nation Huronne-Wendat, pour l'exposition « France-Québec Images et Mirages », au Musée National des arts et traditions populaires du 8 juin 1999 au 8 janvier 2000.**

Adopté à l'unanimité. »

## **3. Protocoles d'entente**

En vertu de l'article 51f) de la *Loi sur les biens culturels*, la ministre peut conclure des ententes avec tout gouvernement relativement aux biens culturels. Elle peut aussi, en vertu de l'article 51g), conclure des ententes en vue de l'application de la loi avec toute personne, y compris une municipalité, une municipalité régionale de comté ou une communauté urbaine ou régionale.

Au cours de 1999-2000, trois protocoles d'entente ont été soumis à la Commission qui a donné un avis favorable à leur signature : celui entre la ministre de la Culture et des Communications et l'Administration régionale crie pour une entente couvrant la période 1999-2000 – 2001-2002; celui avec la Ville de Montréal sur le développement culturel 2000-2005; et celui avec la Communauté urbaine de Montréal concernant la valorisation de l'héritage culturel du site des moulins de l'Île-de-la-Visitation.

La Commission a aussi recommandé de ne pas signer un protocole d'entente avec la Ville de Montréal et les prêtres de Saint-Sulpice pour la planification et l'aménagement de la propriété des prêtres de Saint-Sulpice, rue Sherbrooke. La Commission considère que le statut de classement attribué à cette propriété offre le cadre nécessaire pour permettre à la ministre d'analyser les projets de développement et de mise en valeur de ladite propriété. La Commission croit qu'une table de concertation entre les trois parties offrirait à la ministre le lieu de discussion souhaité pour planifier l'avenir tout en lui laissant la marge de manœuvre nécessaire pour juger des projets de développement.

#### **4. Restauration de biens mobiliers**

Les demandes de restauration de biens mobiliers présentées au Centre de conservation du Québec sont examinées par le Comité de conservation des biens mobiliers et approuvées par la Commission des biens culturels du Québec.

##### **A) Composition du Comité de conservation des biens mobiliers**

Le Comité de conservation des biens mobiliers (CCBM) est un comité consultatif de la Commission des biens culturels du Québec. Il est formé de trois membres et il peut s'adjoindre au besoin un ou des spécialistes. En 1999-2000, le Comité était composé du président de la Commission, monsieur Marcel Masse, et des commissaires Moira T. McCaffrey et Jean Simard. Représentante de la Société des musées québécois, madame Sylvie Dufresne agissait à titre d'observateur.

##### **B) Activités du Comité de conservation des biens mobiliers**

Le rôle du CCBM est de porter un jugement sur la valeur intrinsèque d'un bien pour lequel une demande de restauration a été adressée au Centre de conservation du Québec. Lorsque les membres du Comité estiment que, par leur nature propre, les objets possèdent une valeur historique, esthétique

ou ethnologique supérieure, un avis favorable est émis quant à l'opportunité de travaux de restauration. Le CCBM soumet ses recommandations à la Commission, qui les entérine ou non. Ces avis sont ensuite acheminés au directeur du Centre de conservation du Québec.

Le CCBM analyse uniquement les demandes en provenance des musées accrédités par le ministère de la Culture et des Communications et celles venant d'organismes à but non lucratif (musées non accrédités, municipalités et autres organismes parapublics, communautés religieuses, etc.). Le 1<sup>er</sup> février 1991, la Commission élargissait le mandat du CCBM. En effet, à la demande du Centre de conservation, le CCBM s'est vu confier la responsabilité de coordonner les demandes adressées à l'Institut canadien de conservation (ICC) par des institutions québécoises.

Au cours de l'année 1999-2000, le CCBM s'est réuni une fois et il a étudié trois dossiers. Le Comité a donné trois avis favorables.

Quatre autres dossiers ont été soumis au CCBM pour information seulement. Il s'agit d'œuvres restaurées en vertu d'un contrat entre le CCQ et des propriétaires de biens, non admissibles à des services gratuits du Centre parce qu'il s'agit de fabriques paroissiales ou de propriétaires privés.

#### **5. Demandes de permis et de contribution ou subvention**

Les demandes de permis et de contribution ou subvention présentées à la Commission des biens culturels du Québec sont examinées en son nom par le Comité des avis.

##### **A) Composition du Comité des avis**

Le Comité des avis est formé en vertu des dispositions de l'article 7.5, paragraphe 2<sup>o</sup> de la *Loi sur les biens culturels*. Tel qu'il est stipulé, le Comité est constitué de trois membres, dont le président et deux autres personnes désignées par la Commission. Au cours de la présente année, le Comité des avis était composé de monsieur Marcel Masse, président, monsieur Mehdi Ghafouri, architecte, et monsieur Claude Dubé, architecte et urbaniste, qui a été remplacé par monsieur François Varin, architecte, à compter du mois de juillet. Dans le but d'assurer un quorum du Comité, la Commission désigne un membre substitut; cette fonction a été exercée par madame Louise Brunelle-Lavoie, vice-présidente.

Tel qu'il est prévu à l'article 7.5 de la *Loi sur les biens culturels*, le Comité des avis fait égale-

ment l'analyse des demandes d'avis concernant les permis de recherche archéologique délivrés par la ministre en vertu de l'article 35 de la loi. Pour l'étude de ces dossiers, le Comité s'est adjoint un spécialiste externe, l'archéologue Jacques Guimont.

#### **B) Activités du Comité des avis**

Afin de répondre efficacement aux demandes des requérants, le Comité des avis adopte un calendrier des réunions prévoyant des rencontres en alternance à Québec et à Montréal. De cette façon, le Comité se réunit à peu près toutes les deux semaines.

Au cours de l'année 1999-2000, le Comité a étudié 223 demandes d'avis de permis concernant les articles 31, 32, 48, 49, 50 et 51 de la *Loi sur les biens culturels*.

Le Comité a émis 171 avis favorables, demandé 24 sursis pour information complémentaire et donné 28 avis défavorables. Enfin, le Comité des avis a pris connaissance de 574 dossiers pour des travaux mineurs.

Le Comité des avis dépose mensuellement, à titre informatif, un rapport de ses activités à la Commission. À l'occasion, il soumet à la discrétion de tous les commissaires des dossiers dont la portée ou les incidences méritent d'être considérées par l'assemblée. Sept exemples des cas présentés au cours de la dernière année sont reproduits ici.

##### **« Procès-verbal du 9 juin 1999**

###### **Québec, 39 rue Notre-Dame Réalisation d'une fresque**

Le Comité des avis a donné un avis défavorable à la réalisation d'une fresque sur le mur nord de la maison Soumande. Le comité considère que ce type de fresque n'a pas sa place dans un site du calibre de Place Royale. Il estime que, par ses dimensions et son expression formelle, cette murale attirera exagérément l'attention au détriment du paysage environnant, soit la Place Royale, qui se trouvera ainsi reléguée au second plan. »

##### **« Procès-verbal du 8 octobre 1999**

###### **Rimouski Maison Gauvreau**

Le Comité des avis a reçu et entendu monsieur Réjean Frenette, propriétaire de la maison Gauvreau de Rimouski.

Monsieur Frenette souhaitait obtenir un permis de démolition pour sa propriété, bien culturel classé, la direction régionale n'ayant pas le budget nécessaire pour l'aider à réaliser les travaux de restauration prévus.

Le Comité a émis un avis défavorable à la démolition et communiqué avec le bureau de madame Maltais pour s'assurer que tous les efforts étaient mis en œuvre pour aider ce propriétaire, au même titre que tous les propriétaires de biens classés, à réaliser la restauration de sa propriété.

Depuis, un budget de 20 000 \$ a été octroyé à monsieur Frenette pour l'aider à réaliser la première phase des travaux.

###### **Montréal Unity Building**

Le Comité des avis a donné un avis défavorable au projet de recyclage du Unity Building. Ce projet exigeait le percement d'ouvertures dans les murs mitoyens sud, ce qui aurait complètement détruit l'architecture du bâtiment. »

##### **« Procès-verbal du 30 novembre 1999**

###### **Québec Centre de recherche en oncologie**

Le président informe les commissaires du nouveau projet de construction d'un centre de recherche en oncologie par l'Hôtel-Dieu de Québec.

Le projet présenté au Comité des avis le 18 octobre offre un gabarit plus acceptable, mais il faudra en revoir le traitement architectural pour respecter le milieu très sensible et très fragile dans lequel il s'implantera.

Le Comité des avis a insisté à nouveau sur la nécessité de protéger les Nouvelles Casernes et de considérer la rue de l'Arsenal comme une « rue noble », non comme une ruelle.

Le comité s'est également inquiété de l'avenir des maisons de la côte du Palais ainsi que de la nécessité d'une consultation publique à organiser quand le projet pourra être présenté, en janvier ou février prochain. »

##### **« Procès-verbal du 29 février 2000**

###### **Site Leber-LeMoyne**

Le Comité des avis a donné un avis défavorable à la demande de morcellement et redivision d'une partie de lot du site Leber-LeMoyne. Il faut attendre le résultat des études entreprises par la Direction de Montréal.

###### **Québec Centre de recherche en oncologie de l'Hôtel-Dieu**

La nouvelle version du projet de centre de recherche en oncologie de l'Hôtel-Dieu intègre les maisons de la côte du Palais, ce qui permet de réduire le gabarit du bâtiment principal. Il s'agit d'un

projet majeur pour lequel la Commission a l'intention d'aller en consultation.

### **Île Bonaventure**

La SEPAQ a des projets d'aménagement de l'île Bonaventure afin d'en augmenter la fréquentation. Le Comité des avis a émis certaines réticences et une réunion est prévue pour discuter du projet le 2 mars prochain. »

Le Comité des avis a aussi examiné, au cours de 1999-2000, 79 demandes de permis de recherche archéologique (article 35) et a donné 58 avis favorables, 1 sursis, 9 avis défavorables et n'a pas donné d'avis pour 11 dossiers qui lui étaient soumis alors que les interventions étaient déjà en cours.

Enfin, le Comité des avis a examiné 42 dossiers de contribution ou de subvention pour des biens culturels mobiliers ou immobiliers.

## **6. Demandes concernant les archives**

Les demandes présentées à la Commission des biens culturels du Québec en vertu de la *Loi sur les archives* sont examinées en son nom par le Comité des archives.

### **A) Composition du Comité des archives**

Le Comité des archives peut être formé de membres de la Commission et de spécialistes externes provenant du milieu archivistique. En 1999-2000, le Comité était constitué de mesdames Louise Brunelle-Lavoie, vice-présidente, Christiane Huot, archiviste, et Fabienne Migneault, archiviste.

### **B) Les activités du Comité des archives**

Le Comité des archives a été institué en 1984 à la suite de l'adoption de la *Loi sur les archives* (c. A-21.1). Le Comité des archives assume deux mandats.

Le premier lui est donné par la *Loi sur les biens culturels* (a. 7.5, paragraphe 3°). Il s'agit d'exercer, au nom de la Commission, les fonctions attribuées à celle-ci par la *Loi sur les archives*. Dans la pratique, le Comité des archives répond aux demandes d'avis du ministre touchant les archives et les recommandations du Comité sont celles de la Commission.

Le second mandat du Comité des archives est de conseiller la Commission. En effet, la Commission, lorsqu'elle le juge utile, peut demander l'opinion du Comité des archives sur des questions prévues par la *Loi sur les archives*. Dans pareille situation, le Comité fait une étude et une analyse de la ou des questions soumises et il produit un rapport pouvant contenir des recommandations. Ce rapport peut être déposé ou présenté et débattu devant la Commission par les membres du Comité des archives. En somme, le Comité possède un pouvoir de recommandation.

Au cours de l'année 1999-2000, le Comité des archives a donné un avis favorable à la refonte du *Recueil des délais de conservation des archives des municipalités* qui porte désormais le nom de *Guide de gestion des documents municipaux*.

Le tableau suivant présente une synthèse du rôle aviseur de la Commission des biens culturels du Québec au cours des trois dernières années.

**Commission des biens culturels du Québec**  
**Bilan des avis donnés au cours des trois dernières années**

Données statistiques	1997-1998	1998-1999	1999-2000
Classement, reconnaissance, déclasserment, maintien de statut	3	9	3
Aliénation d'un bien classé ou reconnu comme appartenant au domaine public	2	1	Nil
Transport hors Québec	Nil	2	1
Demandes de permis	296	395	302
Contributions et subventions	43	57	42
Protocoles d'entente	1	3	4
Comité de conservation des biens mobiliers (CCBM)	29	11 (51 biens)	3 (3 biens)
Comité des archives	3	8 + calendrier de la CBC	1



## Chapitre III

### Bilan du rôle de conseiller

#### A) Officialisation des toponymes des biens immobiliers classés et reconnus biens culturels

Entreprise l'année dernière, la révision des toponymes des biens immobiliers classés et reconnus biens culturels s'est poursuivie au cours de 1999-2000 en vue de leur officialisation par la Commission de toponymie.

La méthodologie expérimentée pour la région de Montréal a été reprise pour l'ensemble du Québec. À ce jour, la Commission a étudié et recommandé les toponymes proposés par le groupe de travail pour 11 régions sur 17. Des recherches complémentaires ont dû être réalisées et d'autres sont en cours afin d'identifier correctement le propriétaire-constructeur de certains monuments qui ont reçu le nom du propriétaire au moment du classement.

L'objectif poursuivi est l'adoption d'une seule dénomination officielle, celle qui reflète le mieux l'histoire du bien. L'ensemble de l'opération devrait être terminée au cours de l'an 2000.

#### B) Analyse du corpus des biens classés et reconnus

Le Comité sur l'analyse des biens classés et reconnus biens culturels a poursuivi ses travaux au cours de 1999 et déposé son rapport à la réunion mensuelle de la Commission le 1<sup>er</sup> décembre. Adopté le 17 janvier, ce rapport a été transmis à madame Maltais, ministre de la Culture et des Communications, et publié dans la série des documents *Réflexion* de la Commission.

L'analyse du Registre des biens culturels classés et reconnus regroupés par fonction révèle de sérieux déséquilibres. Certains types de biens sont très bien représentés (bâtiments à fonctions résidentielles), tandis que d'autres formes du patrimoine sont à peu près absentes (la fonction militaire, agricole ou industrielle, etc.).

Dans une large mesure, cet état de fait s'explique par une démarche réactive inscrite dans le contexte social qui a vu naître la loi de 1922, réflexe de conservation provoqué par la crainte justifiée de pertes irréparables. Le corpus des biens protégés reflète donc plus les sauvetages que l'étendue et la diversité réelles du patrimoine québécois.

La Commission considère qu'il est important de redresser la barre et de planifier l'attribution des statuts juridiques à des biens culturels. À cette fin, elle a retenu l'approche en plusieurs étapes développée par le groupe de travail. Les recommandations adoptées reprennent ces étapes :

1. que le ministère de la Culture et des Communications reprenne l'initiative et assure fermement la maîtrise d'œuvre dans l'*inventaire* et la protection du patrimoine québécois.

Par définition, l'État a la responsabilité de légiférer sur le patrimoine québécois, de l'inventorier et de le protéger au nom de la collectivité, quitte à convenir avec les propriétaires et les autres niveaux de gouvernement des rôles et des responsabilités respectifs. La gestion du patrimoine doit être systématique et organisée. La confection et la mise à jour d'un *inventaire* national est une condition préalable à toute démarche sérieuse de protection.

2. que le Ministère constitue un *répertoire du patrimoine national* dans lequel seraient inscrits les biens qui constituent un héritage représentatif de l'histoire et de la culture québécoises.

Le Comité a souligné que la notion de patrimoine s'est ouverte sur de nouvelles significations et que cette ouverture remporte l'adhésion du public. Pour mettre fin à l'idée que seul le patrimoine menacé est digne d'être reconnu ou classé — cette idée est à la source des déséquilibres actuels du corpus —, il faut encourager le public, les groupes intéressés à la sauvegarde du patrimoine et les spécialistes à proposer les biens qu'ils jugent dignes de figurer dans un *répertoire* national. Chaque proposition ferait l'objet d'une évaluation en fonction de la grille thématique qui aurait été adoptée.

D'autres organismes publics (certains ministères ou organismes des gouvernements du Québec et du Canada, plusieurs municipalités et communautés urbaines) ou privés (musées, sociétés d'histoire, fondations) protègent déjà des éléments du patrimoine. Ce qui a été jugé digne de protection par ces organismes devrait être identifié et éventuellement versé au répertoire selon les critères établis par le Ministère.

3. que le Ministère crée un nouveau statut, l'*inscription au répertoire*. À partir du *répertoire* seraient sélectionnés les biens méritant une

forme plus poussée de protection, soit la *reconnaissance*, soit le *classement*.

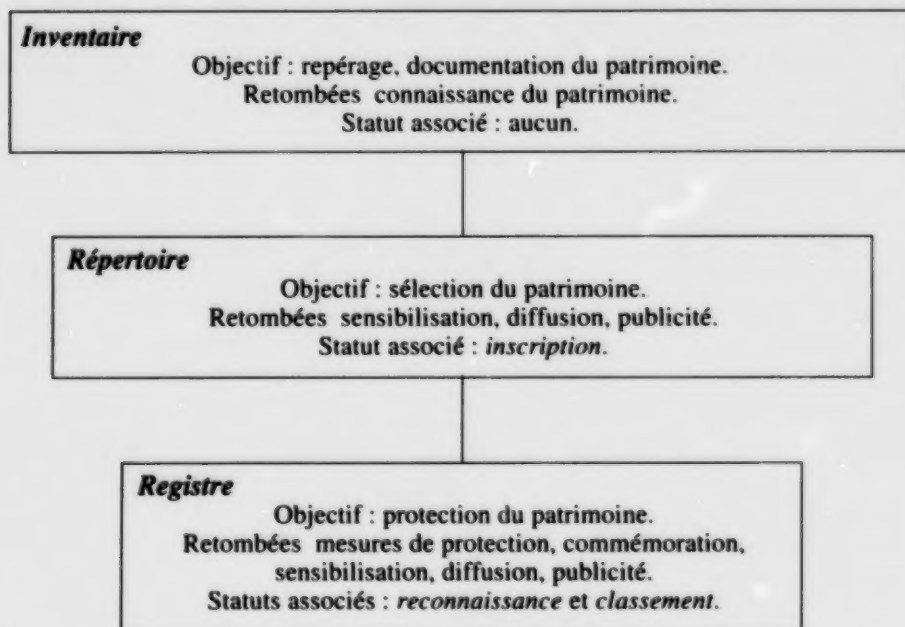
4. que le Ministère renverse le rapport classement/reconnaissance en faveur de la reconnaissance.

Parce qu'elle serait une forme d'appropriation publique, l'*inscription au répertoire* conférerait au bien une valeur symbolique ajoutée. Elle serait assortie d'une obligation de *publicité* pour le Ministère (par exemple, sous la forme d'annonces dans les journaux régionaux ou locaux au moment de l'inscription) et d'une diffusion d'information (par exemple, en facilitant la consultation du *répertoire*). Par ailleurs, le classement et la reconnaissance conservent toute leur pertinence en identifiant et en protégeant les biens particulièrement représentatifs de l'histoire et de la culture québécoises.

La protection du patrimoine serait donc assurée par une gradation des statuts :

- a) l'*inscription au répertoire* amorcerait cette protection par la reconnaissance publique et la publicité;
- b) la *reconnaissance* garantirait au Ministère une connaissance des interventions qui peuvent modifier l'état du bien, ainsi qu'un droit de préemption en cas d'aliénation du bien;
- c) le *classement*, forme la plus élevée de protection, garantirait au Ministère un droit de regard sur toute intervention sur le bien, ainsi qu'un droit de préemption en cas d'aliénation.

L'ensemble des mesures de repérage et de protection proposées pourrait se résumer par le schéma suivant :



5. que les catégories actuelles de biens protégés soient simplifiées.

Il existe actuellement une vingtaine de catégories de biens protégés. On pourrait envisager de se limiter à la distinction fondamentale entre biens *reconnus* et biens *classés*, ainsi qu'à celle entre *biens culturels* et *territoires*. La nature, les motifs ou l'intention de la protection, la nature des biens ou l'étendue des territoires protégés, ainsi que les modalités de protection seraient précisés dans chaque avis individuel de reconnaissance ou de classement. Cette approche laisserait la porte ouverte à un large éventail de mesures de protection, y compris à une coordination interministérielle dans le cas des territoires.

6. que les pouvoirs des municipalités et, le cas échéant, des instances régionales soient élargis à l'ensemble du patrimoine.

Actuellement, les pouvoirs des municipalités sont limités aux seuls biens immobiliers et aux seules municipalités. Cet élargissement accélérerait la responsabilisation des élus locaux à l'égard du patrimoine. Il est impératif que cette dernière s'appuie sur un effort de sensibilisation et des ressources financières adéquates.

7. que le Ministère envisage des moyens complémentaires de valorisation du patrimoine, par exemple au moyen de la commémoration.

Dans les années qui ont suivi sa création, la Commission des monuments historiques a investi beaucoup d'énergie dans la commémoration de l'histoire en recensant les monuments et en signalant des événements, des lieux ou des personnages par des plaques historiques ou des manifestations ponctuelles. Ces moyens de mise en valeur du passé sont complémentaires et accentuent la visibilité du patrimoine.

### **C) Gestion des arrondissements historiques**

Le Québec compte 12 arrondissements historiques ou naturels. Ils ont été créés il y a 20 ans ou plus, dans les années 60 et 70. La Commission des biens culturels a jugé opportun au cours de la dernière année de dresser un bilan rétrospectif de la gestion des arrondissements historiques et, au besoin, de voir comment le cadre et les mécanismes de gestion pourraient être mis à jour.

La Commission a voulu associer à cette démarche les principaux intéressés, en l'occurrence les directions régionales du ministère de la Culture et des Communications et les municipalités dont le territoire englobe un arrondissement. À cette fin,

elle a organisé deux sessions de travail, la première avec les cadres et les professionnels des directions régionales du Ministère et la seconde avec, en plus, les représentants de municipalités concernées.

Les propositions retenues ont été soumises aux commissaires à la réunion mensuelle du 29 février 2000, adoptées et transmises à madame Maltais. Elles ont également été publiées dans un document de la série *Réflexion*.

Les trois points qui font l'objet de propositions sont à la base de la gestion des arrondissements historiques aujourd'hui. Il s'agit du cadre de gestion, du partenariat et de la formation. En toile de fond et comme condition indispensable à la réussite de cette approche renouvelée, le Ministère exerce son mandat avec tout le leadership requis.

Les propositions esquissées ici sont interdépendantes et elles recoupent, directement ou indirectement, l'ensemble des enjeux et des préoccupations de gestion soulevés au cours de la démarche.

#### **Proposition 1 : un cadre de référence pour la gestion des arrondissements**

Le cadre de gestion des arrondissements devrait constituer à la fois un cadre de référence de base commun à tous les arrondissements et, dans une optique de réponse à la problématique du changement, un instrument de gestion spécifique sur lequel la préservation et la mise en valeur des attributs propres à chaque arrondissement pourront s'appuyer.

Les éléments du cadre de référence de base ou « tronc commun » devraient comprendre :

- la philosophie du Québec en matière de préservation et de mise en valeur du patrimoine, plus particulièrement pour ce qui touche les territoires et les ensembles. Selon cette philosophie, ceux-ci sont partie intégrante de la ville ou de la région et participent de sa vitalité; on ne cherche pas à en faire des quartiers musées ou des villes musées. La planification de leur devenir est intégrée à celle du devenir de l'agglomération;
- les principes d'intervention auxquels doivent adhérer l'ensemble des acteurs qui gèrent un arrondissement ou qui interviennent dans un arrondissement. Les chartes internationales de conservation des monuments et des ensembles historiques les plus récentes devraient guider le choix de ces principes, en combinaison avec les chartes et les déclarations élaborées au Québec en réponse aux particularités de sa géographie, de son climat et de son histoire;

- le principe et les modalités d'une démarche concertée entre la municipalité et le Ministère pour l'élaboration du plan de préservation et de mise en valeur;
- les opérations qui doivent soit obligatoirement, soit à titre facultatif, précéder ou accompagner le volet particulier du cadre.

Les éléments du volet propre à chaque arrondissement devraient inclure, de façon non limitative :

- l'exposé des motifs et des objectifs du gouvernement à la création de l'arrondissement et, le cas échéant, lorsqu'il en a modifié le périmètre;
- le caractère et les valeurs fondamentales à préserver et à illustrer dans l'arrondissement. Cet élément constituerait l'un des indicateurs de base pour la gestion de l'arrondissement; il devrait aussi faire l'objet d'une réflexion périodique;
- les principes additionnels d'intervention que les gestionnaires de l'arrondissement souhaitent se donner;
- l'état des connaissances avec l'historique des lieux et les inventaires nécessaires, y compris celui des études et recherches à poursuivre;
- un concept général qui traduirait les objectifs, les valeurs et les principes évoqués ci-dessus en les mariant aux éléments patrimoniaux de l'arrondissement (patrimoine bâti, paysage, fonctions, savoir-faire traditionnels, etc.);
- un plan de gestion du changement axé sur la préservation et la mise en valeur du patrimoine de l'arrondissement. Ce plan devrait notamment prévoir les ressources nécessaires, le partage des tâches et des responsabilités entre les partenaires, les étapes de mise en œuvre.

Selon la perspective qui sous-tend cette approche, la conservation du patrimoine est vue comme un processus, non comme un état. La gestion d'un arrondissement se confond dès lors avec le processus de réalisation progressive d'une vision au moyen de projets. Le Ministère conserve par ailleurs la responsabilité de veiller à la continuité de la gestion selon le cadre et à la mise en œuvre du plan conforme à la vision d'ensemble.

### ***Proposition 2 : le repositionnement du Ministère quant à son rôle***

Le repositionnement du rôle du Ministère passe par le renforcement du réseau des arrondissements, dont l'un des instruments essentiels serait le cadre de référence avec son tronc commun et son volet spécifique pour chaque arrondissement. Il se mani-

festé aussi à l'interne par la composition de l'effectif du Ministère, le perfectionnement continu des professionnels et le développement de la relève.

Le repositionnement du Ministère passe aussi par le développement du partenariat. Le Ministère doit préciser ses attentes à l'endroit de ses principaux partenaires. Une partie de ces attentes touche la cohérence et l'harmonisation des interventions gouvernementales dans les arrondissements.

Les autres attentes sont liées à la consolidation du partenariat entre le Ministère et les municipalités. Les ententes déjà conclues avec plusieurs d'entre elles sont le fruit de la concertation. Le cadre de référence devrait faciliter et favoriser l'établissement de telles ententes, surtout si le volet propre à chaque arrondissement était développé lui aussi de façon concertée.

Le processus de planification du territoire devrait être alimenté des considérations de préservation du patrimoine dès le stade du schéma d'aménagement. L'harmonisation de la réglementation d'urbanisme et des normes de protection du patrimoine dans les arrondissements historiques devrait faire partie des consultations entre le Ministère et les municipalités concernées, de même que l'utilisation concertée d'instruments de gestion du territoire plus raffinés comme les plans particuliers d'urbanisme (PPU), les plans d'aménagement d'ensemble (PAE) et les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA).

### ***Proposition 3 : une formation revue, élargie et étendue***

En matière de patrimoine, les connaissances doivent être approfondies et entretenues en permanence pour soutenir la capacité d'expertise du personnel. Cette capacité est elle-même garante du succès des propositions relatives au cadre de référence et au rôle du Ministère. Or, celui-ci dispose déjà, au sous-ministériat à l'action régionale, de l'outillage et des mécanismes nécessaires pour assurer le perfectionnement nécessaire selon la stratégie proposée.

Ce perfectionnement devrait être accessible non seulement aux gestionnaires du Ministère, mais aussi à ses partenaires et aux autres ministères et agences qui interviennent dans un arrondissement. La stratégie de formation devrait comporter deux grands volets. Le premier, axé sur le développement de la connaissance et la préservation des savoirs, consiste à :

- mettre à jour les répertoires des connaissances, de l'expertise, de l'information;

- revoir l'organisation du réseau des ressources qui maîtrisent des savoir-faire.

Le second volet est orienté vers la transmission des connaissances et le maintien de la compétence :

- perfectionnement, chez les professionnels des directions régionales, du bagage de connaissances quant au contenu et des aptitudes de gestion, de communication, de négociation et d'argumentation;
- session annuelle de formation en commun et d'échange entre les professionnels et les gestionnaires régionaux du Ministère;
- système de formation continue accessible non seulement aux gestionnaires et aux professionnels du Ministère, mais à ceux des autres ministères, des villes et des cabinets-conseils dont le personnel est appelé à intervenir dans les arrondissements.

#### **D) Patrimoine et réglementation du bâtiment**

Un appareil considérable de lois, de règlements et d'autorités compétentes est en place pour encadrer le bâtiment et l'industrie de la construction au Québec. Chacune de ces autorités, municipales ou provinciales, détient une part du contrôle normatif et qualitatif, sans pour autant que leurs actions soient mutuellement connues. L'objectif premier des codes de bâtiment et de prévention des incendies est d'assurer la sécurité des personnes. Par contre, les principes animant les chartes de conservation du patrimoine sont de préserver la mémoire inscrite dans les systèmes constructifs et les éléments architecturaux du patrimoine immobilier.

La Commission des biens culturels a poursuivi en 1999-2000 une réflexion en vue de concilier respect du patrimoine et sécurité des occupants. Le rapport produit présente un état de la situation sur la réglementation du bâtiment au Québec, réglementation ayant un impact sur la conservation et la mise en valeur des édifices patrimoniaux en raison des exigences de mise aux normes lors de travaux de rénovation. Il souligne aussi l'émergence d'une sensibilité au patrimoine dans l'application des normes au Québec et propose un certain nombre de recommandations pour améliorer le dialogue nécessaire entre les parties.

Adoptées par les membres de la Commission à leur réunion mensuelle du 29 février 2000, les recommandations du groupe de travail ont été transmises à madame Maltais, ministre de la Culture et des Communications et publiées dans un document de la série *Réflexion*.

L'analyse laisse voir que le patrimoine est absent des textes réglementaires. Cependant, une définition formelle du « patrimoine » dans la réglementation du bâtiment n'est peut-être pas essentielle. Une formation et une sensibilisation accrues des multiples intervenants pourraient déjà résoudre une partie des problèmes d'adaptation des normes aux bâtiments anciens. Une recommandation spécifique porte donc sur cette question.

Les réglementations du Québec et d'ailleurs ainsi que des exemples d'application pratique auraient avantage à être discutés entre les experts des codes et les experts du patrimoine, mais aussi auprès d'un plus vaste auditoire. Il est possible que ces connaissances soient intégrées aux révisions en cours, mais il est difficile d'avoir accès à leur contenu tout comme aux exemples de mesures de remplacement autorisées dans le cas d'édifices anciens, puisque ceux-ci ne sont pas consignés. C'est là l'objet d'une autre recommandation.

De plus, les répercussions des transformations pour un nouvel usage, tout comme celles de l'adaptation de bâtiments anciens aux nouvelles technologies, notamment les systèmes informatiques, doivent faire l'objet d'études. La question de la « compatibilité d'usage » doit être bien définie et expliquée largement pour que cela devienne une pratique courante et intégrée des méthodes de recyclage. Toutes ces questions ont besoin d'être examinées, de même que la portée et l'impact de la mise en place de la nouvelle réglementation. C'est ce que précisent les autres recommandations.

#### **E) Patrimoine religieux**

Cette année encore, l'intérêt de la Commission des biens culturels pour l'avenir du patrimoine religieux ne s'est pas démenti. Dans la continuité de ses travaux, la Commission a pris l'initiative d'une démarche en vue d'ébaucher une stratégie crédible, cohérente et efficace pour la préservation et la mise en valeur du patrimoine religieux à l'intention de la ministre de la Culture et des Communications. À cette fin, la Commission a constitué deux comités, l'un s'intéressant au patrimoine immobilier et l'autre, au patrimoine mobilier.

Les premières réunions de travail ont eu lieu en février 2000. Elles ont porté sur les enjeux clés et les questions à résoudre en priorité à partir d'un consensus sur la problématique. Le rapport final devrait être déposé en juin.

#### **F) Bulletin Patrimoine**

Au cours de 1999-2000, la Commission des biens culturels a publié un numéro de son bulletin

d'information *Patrimoine*. Il était entièrement consacré aux pouvoirs des municipalités en vertu de la *Loi sur les biens culturels* : la citation et la constitution des sites du patrimoine.

### G) *Chemins de la mémoire*, tome III

En 1990, par la publication du premier tome des *Chemins de la mémoire*, la Commission entreprenait la diffusion du corpus des biens classés et reconnus par l'État. Elle proposait alors un itinéraire touchant plus de 250 monuments et sites du centre et de l'est du Québec. Dans ce livre étaient consignées les connaissances historiques, techniques et ethnographiques sur le patrimoine immobilier des régions Mauricie—Bois-Francs, Québec, Chaudière-Appalaches, Saguenay—Lac-Saint-Jean, Côte-Nord, Bas-Saint-Laurent et Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine.

Un deuxième tome, paru en 1991, a poursuivi ce voyage dans le passé culturel québécois. En plus de l'île de Montréal, on y trouve des circuits couvrant les régions de l'Estrie, de la Montérégie, de Lanaudière, de Laval-Laurentides, de l'Outaouais et de l'Abitibi-Témiscamingue. En tout, quelque 250 monuments et sites historiques, archéologiques et naturels sont inclus.

La publication, en 1999, du troisième tome des *Chemins de la mémoire* complète la diffusion de l'ensemble des biens classés et reconnus par l'État en faisant connaître les biens mobiliers auxquels on a attribué un statut juridique. On y trouve trois sections. Celles qui sont consacrées aux archives et à l'ethnologie comptent respectivement 14 et 9 collections. La section œuvres d'art comprend, pour sa part, 59 collections. Suivent deux textes sur des biens n'appartenant pas à ces sections, mais montrant l'élargissement de la notion de patrimoine et du corpus des biens classés : le drapeau fleurdelisé et les fossiles de Miguasha.

En complétant le tableau de nos biens culturels classés et reconnus, le troisième tome des *Chemins de la mémoire* illustre notre histoire. Il expose les traces remarquables qu'elle nous a laissées.

## Chapitre IV

### Bilan du rôle d'auditeur

La Commission des biens culturels du Québec possède, en vertu de l'article 7.6, paragraphe 2° de la *Loi sur les biens culturels*, un mandat d'audition qu'elle remplit par différents moyens.

#### 1. Les auditions

L'article 24 du *Règlement de régie interne* de la Commission prévoit la formation d'un comité d'audition. Ce comité a une double fonction : entendre toute personne intéressée par un avis d'intention de classement d'un bien culturel, et recevoir et entendre les requêtes et les suggestions des individus et des groupes sur toute question visée par la loi.

Le Comité d'audition est formé de trois membres. Selon la nature des dossiers soumis, l'un ou l'autre commissaire peut être appelé à participer au Comité d'audition.

Au cours de l'année 1999-2000, la Commission a tenu deux auditions.

Le 20 mai 1999, madame Maltais demandait à la Commission son avis sur « certains faits nouveaux » ayant été portés à sa connaissance lors d'une rencontre avec les membres de la Coalition pour la protection de la Ferme sous les noyers à Montréal. Les membres du comité d'audition ont donc entendu ces intervenants le 3 juin et pris connaissance de leur point de vue dans le dossier.

La Commission a aussi tenu, le 15 septembre 1999, une audience publique sur l'avis d'intention de classement d'une partie du site E.B. Eddy à Hull. Les représentations entendues ont été prises en compte par la Commission lors de la préparation de sa recommandation dans ce dossier.

La Commission a également reçu 24 lettres appuyant le classement du site historique de la paroisse de Sacré-Cœur à Chicoutimi, pour lequel un avis d'intention de classement a été signé par madame Maltais.

#### 2. Les tournées régionales

La Commission des biens culturels du Québec profite de ses tournées en région pour écouter les suggestions des individus et des groupes sur toute question visée par la *Loi sur les biens culturels*.

Au cours de 1999-2000, une visite de cette nature a été effectuée par l'ensemble de la Commission. Elle a eu lieu en Mauricie—Bois-Francs lors

des réunions mensuelles d'août et de septembre 1999. Les membres de la Commission ont d'abord fait la visite du Musée des arts et traditions populaires de Trois-Rivières en compagnie de la directrice, madame Sylvie Dufresne, qui leur a fait part de ses projets pour « relancer » le musée. En compagnie de Jean Lamothe, de la direction régionale du ministère de la Culture et des Communications, les commissaires ont ensuite fait une visite de l'arrondissement historique de Trois-Rivières, avec un arrêt à la cathédrale et au monastère des Ursulines.

Les commissaires ont poursuivi leur tournée au Musée des religions et à l'évêché de Nicolet où ils ont pu constater les difficultés d'entretenir des bâtiments modernes mal conçus pour notre climat. Une visite à la maison Rodolphe-Duguay leur a ensuite donné l'occasion d'apprécier le travail de conservation de la maison et de l'atelier de ce peintre.

À Victoriaville, les membres de la Commission ont été accueillis par le directeur du Musée Laurier qui les a invités à visiter l'Hôtel des postes converti en centre d'interprétation dans le respect de ses principales composantes architecturales. La tournée en Mauricie—Bois-Francs s'est terminée par une visite de l'église de Saint-Christophe dont l'intérieur a été restauré et pour laquelle une demande de classement a été faite par la fabrique.

La direction de la Commission a pour sa part effectué une tournée régionale sur la Côte-Nord en juillet. Lieu d'échanges avec la direction régionale du ministère de la Culture et des Communications, cette tournée a été l'occasion de visiter les biens culturels déjà classés et de prendre connaissance des dossiers à venir.

Sans être de véritables tournées régionales, plusieurs autres visites ont été faites en Chaudière-Appalaches et en Montérégie principalement. La Commission a également pris connaissance, sur place, des travaux faits aux Nouvelles Casernes à Québec.

#### 3. Les colloques et les congrès

La participation à des colloques et à des congrès est aussi un moyen utilisé par la Commission des biens culturels du Québec pour remplir son rôle d'auditeur.

Au cours de 1999-2000, la direction de la Commission et monsieur Jean Simard ont assisté à deux de ces réunions : Mission patrimoine religieux, le 20 avril, et Fondation du patrimoine religieux, le 6 mai. Madame Moira T. McCaffrey a pour sa part participé au colloque international sur l'archéologie tenu à Québec du 5 au 8 janvier 2000.

## **Chapitre V**

### **Exemption de gain en capital pour l'aliénation de biens culturels**

Une des mesures du plan d'action, découlant de la politique culturelle du gouvernement du Québec, a trait à l'exemption de gain en capital pour les dons de biens culturels aux institutions muséales accréditées et aux centres d'archives agréés. Cette mesure a aussi été étendue à la vente de biens culturels à ces mêmes institutions et elle a trouvé son expression légale dans la *Loi sur les impôts*.

Depuis, la Commission des biens culturels du Québec s'est vu confier le mandat d'émettre l'attestation selon laquelle l'aliénation du bien culturel visé par cette mesure a lieu en faveur d'un centre d'archives agréé ou d'une institution muséale accréditée. La Commission a donc rédigé un document d'information à l'intention des institutions admissibles. Elle y décrit la mesure et elle précise la marche à suivre pour s'en prévaloir.

Au cours de l'année 1999-2000, la Commission n'a émis aucune attestation d'exemption fiscale pour don ou vente d'un bien culturel.



## Annexes

### 1. Liste des biens protégés au cours de l'exercice 1999-2000

Épave de l'Empress of Ireland  
15 avril 1999

Domaine Joly-De Lotbinière  
Sainte-Croix-de-Lotbinière  
3 juin 1999

Chapelle de Tadoussac  
Tadoussac  
8 juillet 1999

Géantes de la rue Saint-Jacques  
Montréal  
14 juillet 1999

Épave et collection archéologique du Elizabeth  
and Mary  
30 septembre 1999

### 2. Liste des protocoles d'entente examinés par la Commission des biens culturels du Québec

Administration régionale Crie (315 000 \$) : Entente relative à la réalisation d'un plan triennal (1999-2000 à 2001-2002) pour le développement culturel des Cris de la Baie-James.

Communauté urbaine de Montréal (127 000 \$) : Entente (1999-2000 et 2000-2001) relative à la valorisation de l'héritage culturel du site des moulins de l'Île-de-la-Visitation.

Ville de Montréal (61 620 000 \$) : Entente-cadre sur 5 ans (2000-2005) sur le développement culturel afin de permettre la poursuite des programmes en cours et de compléter la réalisations de certains projets majeurs de restauration d'immeubles municipaux ou d'aménagement urbain ainsi que le développement à l'accès et à la participation des citoyens à la vie culturelle.

### 3. Liste des publications de la Commission des biens culturels du Québec

*Rapport annuel 1972-1973*,  
Éditeur officiel du Québec, 60 pages.

*Rapport annuel 1973-1974*,  
Éditeur officiel du Québec, 56 pages.

*Rapport annuel 1974-1975*,  
Éditeur officiel du Québec, 193 pages.

*Rapport annuel 1975-1976*,  
Éditeur officiel du Québec, 180 pages.

*Rapport annuel 1976-1977*,  
Éditeur officiel du Québec, 248 pages.

*Rapport annuel 1977-1978*,  
Éditeur officiel du Québec, 56 pages.

*Rapport annuel 1978-1979*,  
Éditeur officiel du Québec, 58 pages.

*Rapport annuel 1979-1980*,  
Éditeur officiel du Québec, 131 pages.

*Rapport annuel 1980-1981*,  
Éditeur officiel du Québec, 119 pages.

*Rapport annuel 1981-1982*,  
Éditeur officiel du Québec, 118 pages.

*Rapport annuel 1982-1983*,  
Éditeur officiel du Québec, 72 pages.

*Rapport annuel 1983-1984*,  
Éditeur officiel du Québec, 60 pages.

*Rapport annuel 1984-1985*,  
Éditeur officiel du Québec, 62 pages.

*Rapport annuel 1985-1986*,  
Les Publications du Québec, 72 pages.

*Rapport annuel 1986-1987*,  
Les Publications du Québec, 70 pages.

*Rapport annuel 1987-1988*,  
Les Publications du Québec, 40 pages.

*Rapport annuel 1988-1989*,  
Les Publications du Québec, 31 pages.

*Rapport annuel 1989-1990*,  
Les Publications du Québec, 34 pages.

*Rapport annuel 1990-1991*,  
Les Publications du Québec, 35 pages.

*Rapport annuel 1991-1992*,  
Les Publications du Québec, 39 pages.

*Rapport annuel 1992-1993*,  
Les Publications du Québec, 27 pages.

*Rapport annuel 1993-1994*,  
Les Publications du Québec, 38 pages.

*Rapport annuel 1994-1995*,  
Les Publications du Québec, 44 pages.

*Rapport annuel 1995-1996*,  
Les Publications du Québec, 43 pages.

*Rapport annuel 1996-1997*,  
Les Publications du Québec, 48 pages.

*Rapport annuel 1997-1998*,  
Les Publications du Québec, 43 pages.

*Rapport annuel 1998-1999*,  
Les Publications du Québec, 45 pages.

*Les amateurs en archéologie au Québec : situation et recommandations*, rapport préparé par François Picard, mars 1981, 69 pages. (broché)

*Recommandations de nouvelles mesures fiscales favorisant la conservation et la rénovation des immeubles anciens*, rapport préparé par Pierre Asselin, Marie Blais et Marc Rondeau, janvier 1983, 116 pages. Comprend 21 tableaux et 11 graphiques. (broché)

*Le patrimoine maritime au Québec*, rapport préparé par François Picard, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1983, 66 pages. Comprend des photographies, des illustrations et une carte. (épuisé)

*Le patrimoine agricole et horticole au Québec*, rapport préparé par Jean Provencher, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1984, 94 pages. Comprend des illustrations, des plans et des cartes géographiques. (épuisé)

*Traditions maritimes au Québec*, actes du colloque international tenu du 10 au 13 octobre 1984, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1985, 695 pages.

*Le patrimoine industriel au Québec*, rapport préparé par Louise Trottier, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1985, 85 pages. Comprend des photographies et des illustrations. (épuisé)

*Étude exploratoire sur les immeubles vacants ou incendiés, un problème de vacance*, rapport préparé par Richard Adam, Québec, Commission des biens culturels, 1986, 64 pages. Comprend une carte.

*Les chemins de la mémoire. Monuments et sites historiques du Québec*, tome I, Québec, Commission des biens culturels/Les Publications du Québec, 1990, 540 pages. Comprend des photographies, des cartes et des illustrations. (épuisé)

*Les chemins de la mémoire. Monuments et sites historiques du Québec*, tome II, Québec, Commission des biens culturels/Les Publications du Québec, 1991, 565 pages. Comprend des photographies, des cartes et des illustrations.

*Patrimoine muséologique au Québec. Repères chronologiques*, par Cyril Simard, Andrée Lapointe, Cornéliu Kirjan, Québec, Commission des biens culturels/Direction des communications, ministère des Affaires culturelles du Québec, 1992, 112 pages. Comprend des photographies et des illustrations.

*La Passion du patrimoine. La Commission des biens culturels du Québec 1922-1994*, par Alain Gelly, Louise Brunelle-Lavoie et Cornéliu Kirjan, Québec, Éditions du Septentrion, 1995, 300 pages. Comprend des photographies et des cartes.

*Le patrimoine religieux au Québec*, rapport préparé par Jean Simard, Québec, Publications du Québec, 1998, 56 pages. Comprend des illustrations et des photographies.

*Les chemins de la mémoire. Biens mobiliers du Québec*, tome III, Québec, Commission des biens culturels/Les Publications du Québec, 1999, 428 pages.

*Réflexion : Document de réflexion de la Commission des biens culturels du Québec*

- n° 1 : Pointe-à-Carcy. Principes d'aménagement et d'intervention.
- n° 2 : La conservation des biens mobiliers. Une question à débattre.
- n° 3 : Patrimoine et éducation. Mémoire de la Commission des biens culturels présenté aux états généraux sur l'éducation.
- n° 4 : Place Royale. Quelques choix d'interventions.
- n° 5 : Le patrimoine religieux du Québec.
- n° 6 : Pour une politique de la commémoration au Québec : bilans et pistes de discussion.
- n° 7 : Avis de la Commission des biens culturels concernant une politique gouvernementale de concours d'architecture.
- n° 8 : Analyse du corpus des biens classés et reconnus.
- n° 9 : Gestion des arrondissements historiques.
- n° 10 : Patrimoine et réglementation du bâtiment.

*Information : Document d'information de la Commission des biens culturels du Québec*

- n° 1 : Les organismes consultatifs sur le patrimoine.
- n° 2 : Monument historique, conservation, restauration.

*Patrimoine : Bulletin d'information de la Commission des biens culturels du Québec*

- volume 1, numéros 1 à 4
- volume 2, numéros 1 et 2
- volume 3, numéros 1 et 2
- volume 4, numéros 1 et 2
- volume 5, numéro 1

#### 4. Repères historiques

- 1922 : création de la Commission des monuments historiques par la *Loi relative à la conservation des monuments et des objets d'art ayant un intérêt historique ou artistique* [12 Georges V, c. 30], (21 mars).
- 1922-1930 : mandat d'Adélard Turgeon à titre de premier président de la Commission.
- 1923-1927 : publication des premiers inventaires de la Commission : *Les monuments commémoratifs* (1923), *Les vieilles églises de la province de Québec* (1925), *Vieux manoirs, vieilles maisons* (1927), sous la direction du secrétaire Pierre-Georges Roy.
- 1924 : début du programme d'installation de plaques et d'inscriptions commémoratives par la Commission.
- 1929 : classement des premiers monuments historiques par la Commission : Maison des Jésuites, à Sillery (21 mars); Château de Ramezay, à Montréal (29 mars); église Notre-Dame-des-Victoires, à Québec (11 juillet).
- 1931-1944 : mandat de Ralph-Albert Benoît au poste de président de la Commission.
- 1934 : début de l'inventaire des œuvres d'art de la région de Québec, dressé par Gérard Morisset.
- 1935 : adoption de la *Loi sur l'Île d'Orléans*.
- 1937 : mise sur pied du Service de l'inventaire des œuvres d'art, par Gérard Morisset.
- 1952 : amendement de la loi de 1922 : introduction des notions de « site historique » et d'« aire de protection »; pouvoir de la Commission d'acquérir des immeubles pour mettre en valeur un monument historique (23 janvier).
- 1955-1967 : mandat de Paul Gouin à titre de président de la Commission.
- 1960 : classement du 1<sup>er</sup> site historique : la place d'Armes, à Trois-Rivières (30 mars).
- 1961 : création du ministère des Affaires culturelles, dont Georges-Émile Lapalme est le premier titulaire (1<sup>er</sup> avril).
- 1963 : amendement de la *Loi sur les monuments historiques* : introduction de la définition d'« arrondissement historique » (10 juillet).
- 1963 : déclaration du premier arrondissement historique : Québec (6 novembre).
- 1963-1965 : déclaration de sept arrondissements historiques : Québec, Montréal, Sillery, Trois-Rivières, Charlesbourg, Beauport et Carignan.
- 1964 : début du projet de restauration de Place-Royale.
- 1970 : déclaration de l'arrondissement historique de l'île d'Orléans (11 mars).
- 1971-1972 : mandat de M<sup>e</sup> Roland Bourret au poste de président de la Commission.
- 1972 : adoption de la nouvelle *Loi sur les biens culturels* : intégration des dispositions concernant les biens et les sites archéologiques; institution de la Commission des biens culturels à titre d'organisme consultatif (8 juillet).
- 1972-1978 : mandat de Georges-Émile Lapalme au poste de président de la Commission.
- 1973 : déclaration du premier arrondissement naturel : Percé (29 août).
- 1974 : classement du premier site archéologique : le poste de pêche et de traite de Nantagamiou, Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent (23 mai).
- 1975 : déclaration de l'arrondissement historique de La Prairie (22 juillet).
- 1978 : amendement de la *Loi sur les biens culturels* : le site historique est désormais protégé par les mêmes dispositions que l'arrondissement historique (22 mars).
- 1978 : déclaration de l'arrondissement naturel de l'Archipel de Mingan (15 novembre).
- 1978-1980 : mandat de Jean-Claude La Haye au poste de président de la Commission.
- 1979 : adoption de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* : prise en considération du patrimoine dans l'élaboration des schémas d'aménagement du territoire.
- 1980-1983 : mandat de Marcel Junius au poste de président de la Commission.
- 1981 : déclaration d'un troisième arrondissement naturel, le Bois de Saraguay (6 novembre).
- 1983-1988 : mandat de Paul-Louis Martin au poste de président de la Commission.

- |           |   |      |   |
|-----------|---|------|---|
| 1984      | : tenue du Colloque international sur le patrimoine maritime, à Québec (10-13 octobre).   | 1995 | : lancement du numéro de la revue française <i>Monuments historiques</i> consacré au Québec et de <i>La Passion du patrimoine</i> , <i>La Commission des biens culturels du Québec 1922-1994</i> au Musée du Québec à Québec (13 juin). |
| 1985      | : déclaration de l'arrondissement historique de Québec comme « site du patrimoine mondial », par l'UNESCO (3 décembre).   | 1997 | : début du mandat de Marcel Masse au poste de président de la Commission.   |
| 1986      | : amendement de la <i>Loi sur les biens culturels</i> : partage des pouvoirs entre l'État et les municipalités locales pour la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine architectural (2 avril).                                 | 1999 | : lancement du troisième tome de l'ouvrage <i>Les chemins de la mémoire. Biens mobiliers du Québec</i> , à Québec (1 <sup>er</sup> décembre).   |
| 1986      | : citation du premier monument historique : la gare de Saint-Faustin-Station, par la municipalité de Lac-Carré (4 juillet).   |      |   |
| 1987      | : constitution du premier site du patrimoine, par la municipalité de North Hatley (1 <sup>er</sup> juin).   |      |   |
| 1988-1997 | : mandat de Cyril Simard au poste de président de la Commission.  |      |   |
| 1989      | : tenue de la 18 <sup>e</sup> Conférence annuelle de la <i>Society for Industrial Archeology</i> , à Québec, sous le thème « L'héritage industriel dans la ville » (1 <sup>er</sup> - 4 juin).  |      |   |
| 1990      | : lancement du premier tome de l'ouvrage <i>Les chemins de la mémoire. Monuments et sites historiques du Québec</i> , lors du 17 <sup>e</sup> congrès mondial de l'Union internationale des architectes, tenu à Montréal en mai 1990. |      |   |
| 1991      | : lancement du deuxième tome de l'ouvrage <i>Les chemins de la mémoire. Monuments et sites historiques du Québec</i> , au Centre canadien d'architecture à Montréal (20 septembre).   |      |   |
| 1991      | : présentation du <i>Mémoire de la Commission des biens culturels à la Commission parlementaire sur la culture</i> (13 novembre).   |      |   |
| 1994      | : tenue du Colloque sur la conservation des biens mobiliers, au Musée du Québec (21 octobre).   |      |   |

## **Index des biens**

Centre d'oncologie : Québec

— p. 28, 28-29

Épave et collection archéologique du Elizabeth and Mary : Baie-Trinité

— p. 25

Ferme sous les noyers : Montréal

— p. 37

Fresque, 39, rue Notre-Dame : Québec

— p. 28

Maison Gauvreau : Rimouski

— p. 28

Paroisse Sacré-Cœur : Chicoutimi

— p. 37

SEPAQ : Île Bonaventure

— p. 29

Site E.B. Eddy : Hull

— p. 25, 37

Site Leber-Lemoyne : Lachine

— p. 28

Unity Building : Montréal

— p. 28

Vestiges de l'ancien canal : Beauharnois

— p. 26



## **Index des noms de lieu**

Baie-Trinité : Épave et collection archéologique du  
Elizabeth and Mary

— p. 25

Beauharnois : Vestiges de l'ancien canal

— p. 26

Chicoutimi : Paroisse Sacré-Cœur

— p. 37

Hull : Site E.B. Eddy

— p. 25, 37

Île Bonaventure : SEPAQ

— p. 29

Lachine : Site Leber-Lemoyne

— p. 28

Montréal : Ferme sous les noyers

— p. 37

Montréal : Unity Building

— p. 28

Québec : Centre d'oncologie

— p. 28, 28-29

Québec : Fresque, 39, rue Notre-Dame

— p. 28

Rimouski : Maison Gauvreau

— p. 28